

Rôle de la séance publique du 06/01/2026 à 09h30

Président : Monsieur DURUP DE BALEINE
Assesseurs : Monsieur BARLERIN et Madame PETON
Greffier : Monsieur BETTI

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme BOURGUET

01) N° 2301148 RAPPORTEUR : M. BARLERIN

Demandeur	M. X	Me BENHAMOU
Défendeur	MINISTERE DE LA JUSTICE	

M. X demande à la cour d'annuler le jugement n° 2103800 du 16 février 2023 du tribunal administratif de Strasbourg qui rejette sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 4 mars 2021 par lequel le ministre de la justice a prononcé, à titre disciplinaire, son exclusion temporaire des fonctions d'éducateur à la protection judiciaire de la jeunesse pour une durée de 24 mois.

02) N° 2301069 RAPPORTEUR : M. BARLERIN

Demandeur	M. X	Me THIEBAUT
Défendeur	OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG	

Monsieur X demande à la cour l'annulation du jugement n° 2104327 du tribunal administratif de Strasbourg du 31 janvier 2023 qui a rejeté sa demande tendant à annuler l'arrêté du 19 avril 2021 par lequel le directeur général de l'Office public de l'habitat de l'Eurométropole de Strasbourg (OPHEA) a prononcé une sanction disciplinaire de révocation.

03) N° 2202446 RAPPORTEUR : M. BARLERIN

Demandeur	M. X	Me TASSIGNY
Défendeur	COMMUNE DE CHARLEVILLE MEZIERES	D4 AVOCATS ASSOCIÉS

Monsieur X demande à la cour d'annuler le jugement n° 2102102 du 8 juillet 2022 du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne qui rejette sa requête tendant à annuler pour excès de pouvoir, l'arrêté du 3 juin 2021 en tant que le maire de Charleville-Mézières a maintenu son demi-traitement à compter du 18 juin 2021.

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme BOURGUET

04) N° 2500756 RAPPORTEURE : Mme PETON

Demandeur	M. X	Me GAY
Défendeur	COMMUNE DE LONS LE SAUNIER	SCP GRILLON - BROCARD - GIRE - TRONCHE

M. X demande à la cour d'annuler le jugement n°2300857 du 28 janvier 2025 du tribunal administratif de Besançon qui a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 20 mars 2023 par lequel le maire de la commune de Lons-le-Saunier a décidé de lui infliger la sanction de révocation à compter du 15 avril 2023.

05) N° 2302580 RAPPORTEURE : Mme PETON

Demandeur	COMMUNE DE PARGNY SUR SAULX	DEVARENNE ASSOCIES GRAND EST
Défendeur	Mme X	GUYOT & DE CAMPOS

La COMMUNE DE PARGNY SUR SAULX demande à la cour la réformation du jugement n° 2102171 du 13 juin 2023 par lequel le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne a fait droit à la demande de Mme X, en sa qualité d'ayant droit de M. Y tendant à annuler, pour excès de pouvoir, la décision du 9 août 2021 par laquelle le maire de Pargny-sur-Saulx a rejeté son recours gracieux formé contre l'arrêté n°36-2021 du 4 mai 2021 portant refus de reconnaître l'imputabilité au service de la maladie dont son époux est décédé.

06) N° 2302979 RAPPORTEURE : Mme PETON

Demandeur	M. X	Me ROTOLO
Défendeur	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	

Monsieur X demande à la cour l'annulation du jugement n° 2200778 en date du 26 juillet 2023 par lequel le tribunal administratif de Strasbourg a rejeté sa requête tendant à annuler la décision du 30 août 2021 par laquelle le ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse a prononcé sa radiation, ensemble la lettre du même jour, ensemble la décision implicite de rejet de son recours gracieux.

07) N° 2302541 RAPPORTEURE : Mme PETON

Demandeur	Mme X	CABINET DEBRE ET WEBER
Défendeur	RECTORAT DE L'ACADEMIE DE STRASBOURG	

Madame X demande à la cour l'annulation du jugement n° 2202395 du 6 juillet 2023 par lequel le tribunal administratif de Strasbourg a rejeté sa requête tendant à annuler le titre de perception émis le 27 mai 2021 par la direction départementale des finances publiques du Bas-Rhin pour le recouvrement de la somme de 20 083, 71 euros.

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme BOURGUET

08) N° 2300153 RAPPORTEUR : M. BARLERIN

Demandeur	M. X	Me GANZITTI
Défendeur	MINISTERE DES ARMEES	

M. X demande à la cour d'annuler le jugement n° 2006630 du 17 novembre 2022 du tribunal administratif de Strasbourg qui rejete sa demande tendant à l'annulation de la décision du 4 aout 2020 par laquelle la ministre des armées a fixé au 26 avril 2020 la date de la guérison de l'accident imputable au service dont il a été victime le 10 juillet 2019.

09) N° 2302842 RAPPORTEURE : Mme PETON

Demandeur	M. X	LASSERONT
Défendeur	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	

M. X demande à la cour d'annuler le jugement n° 2203477 du 6 juillet 2023 du tribunal administratif de Nancy qui rejette sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 7 octobre 2022 par lequel le ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse l'a suspendu de ses fonctions de proviseur à titre conservatoire et provisoire, ainsi qu'à la condamnation de l'Etat à l'indemniser des préjudices résultant de cette décision.

10) N° 2302773 RAPPORTEURE : Mme PETON

Demandeur	COMMUNE DE PETITE-ROSSELLE	Me MERTZ
Défendeur	Mme X	PONSEELE DÉBORAH

La COMMUNE DE PETITE-ROSSELLE demande à la cour l'annulation du jugement n° 2106998 du tribunal administratif de Strasbourg du 11 juillet 2023 qui, d'une part, a annulé la décision de son maire du 9 juin 2021 refusant de reconnaître l'imputabilité au service de la maladie de Mme X, et d'autre part, a enjoint au maire de la commune de reconnaître l'imputabilité au service de la maladie de Mme X dans un délai de deux mois suivant la notification du jugement.

Rôle de la séance publique du 06/01/2026 à 10h30**Président** : Monsieur DURUP DE BALEINE**Assesseurs** : Monsieur BARLERIN et Madame PETON**Greffier** : Monsieur BETTI**RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme BOURGUET****01) N° 2301966****RAPPORTEUR : M. DURUP DE BALEINE**

Demandeur COMMUNE DE GEISPITZEN

Défendeur M. X

SELARL MPPB AVOCATS

SELARL

SOLER-COUTEAUX ET

ASSOCIES

La commune de Geispitzen demande à la cour d'annuler le jugement n° 2102253 du 20 avril 2023 du tribunal administratif de Strasbourg qui, à la demande de M. X, annule la décision du 13 octobre 2020 par laquelle le maire a constaté la caducité du permis d'aménager et du permis modificatif qu'il avait délivré en vue de la création d'un lotissement, ainsi que la décision de rejet du recours gracieux.

Rôle de la séance publique du 06/01/2026 à 11h30

Président : Monsieur DURUP DE BALEINE
Assesseurs : Monsieur BARLERIN et Madame PETON
Greffier : Monsieur BETTI

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme BOURGUET

01) N° 2402989 RAPPORTEURE : Mme PETON

Demandeur	M. X	Me TCHOLAKIAN
Défendeur	PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT	

M. X demande à la cour d'annuler le jugement n°2401229 du 15 octobre 2024 du tribunal administratif de Besançon qui rejette sa demande tendant à l'annulation des arrêtés du 23 mai 2024 par lesquels le préfet du Territoire de Belfort a prononcé son expulsion du territoire français et a fixé le pays de renvoi.

02) N° 2500126 RAPPORTEURE : Mme PETON

Demandeur	PREFECTURE DE LA REGION GRAND EST	
Défendeur	M. X	SELARL SALIGARI EL AMINE AVOCATS ET ASSOCIES

Le PREFET DU BAS-RHIN demande à la cour d'annuler le jugement n° 2405248 du 16 décembre 2024 du tribunal administratif de Strasbourg qui rejette sa demande tendant à annuler l'arrêté du 20 juin 2024 par lequel il a refusé la délivrance d'un titre de séjour à M. X, l'a obligé à quitter le territoire français dans un délai de trente jours et a fixé le pays de renvoi.

03) N° 2500127 RAPPORTEURE : Mme PETON

Demandeur	PREFECTURE DE LA REGION GRAND EST	
Défendeur	M. X	SELARL SALIGARI EL AMINE AVOCATS ET ASSOCIES

Le PREFET DU BAS-RHIN demande à la cour de prononcer le sursis à exécution du jugement n° 2405248 du 16 décembre 2024 du tribunal administratif de Strasbourg qui rejette sa demande tendant à annuler l'arrêté du 20 juin 2024 par lequel il a refusé la délivrance d'un titre de séjour à M. X, l'a obligé à quitter le territoire français dans un délai de trente jours et a fixé le pays de renvoi.

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme BOURGUET

04) N° 2500852**RAPPORTEUR : M. DURUP DE BALEINE**

Demandeur M. X

Me GABON

Défendeur PREFECTURE DE LA MARNE

M. X demande à la cour d'annuler l'ordonnance n° 2402872 du 22 novembre 2024 par laquelle le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 28 juin 2024 par lequel le préfet de la Marne a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français dans un délai de trente jours et a fixé le pays de destination.

05) N° 2500285**RAPPORTEUR : M. BARLERIN**

Demandeur M. X

AMMOURA BRAZY

Défendeur PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

M. X demande à la cour d'annuler le jugement n° 2500034 du 21 janvier 2025 par lequel le magistrat désigné par le président du tribunal administratif de Nancy a rejeté sa demande tendant à annuler l'arrêté du 2 janvier 2025 par lequel la préfète de Meurthe-et-Moselle l'a obligé à quitter le territoire français sans délai, a fixé le pays de destination et a prononcé à son encontre une interdiction de retour sur le territoire d'une durée de trente-six mois.

06) N° 2500586**RAPPORTEUR : M. DURUP DE BALEINE**

Demandeur Mme X

Me DRAVIGNY

Défendeur PREFECTURE DU JURA

Mme X demande à la cour d'annuler le jugement n° 2401998 du 7 janvier 2025 du tribunal administratif de Besançon qui a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 2 juillet 2024 par lequel le préfet du Jura a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligée à quitter le territoire français dans un délai de trente jours et a fixé le pays de renvoi.

07) N° 2403002**RAPPORTEURE : Mme PETON**

Demandeur M. X

Me OPYRCHAL

Défendeur PREFECTURE DE L'AUBE

M. X demande à la cour d'annuler le jugement n° 2302388 du 29 novembre 2024 du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne qui a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 30 août 2023 par lequel la préfète de l'Aube a prononcé son expulsion du territoire français.

08) N° 2402415**RAPPORTEURE : Mme PETON**

Demandeur M. X

SELARL AVOCAT
CHAVKHALOV

Défendeur PREFECTURE DE LA REGION GRAND EST

M. X demande à la cour d'annuler le jugement n°2405910 du 28 août 2024 du tribunal administratif de Strasbourg qui a rejeté sa requête tendant à l'annulation de l'arrêté du 30 juillet 2024 par lequel la Préfète du Bas-Rhin lui a retiré sa carte de résident, lui a fait obligation de quitter le territoire français sans délai, a prononcé une interdiction de retour en France pour une durée de 5 ans et a procédé à son signalement aux fins de non-admission dans le système d'information Schengen.

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme BOURGUET

09) N° 2500716

RAPPORTEUR : M. DURUP DE BALEINE

Demandeur	M. X	Me BOUKARA
Défendeur	PREFECTURE DE LA REGION GRAND EST	

M. X demande à la cour d'annuler le jugement n°2204424 du 22 janvier 2025 du tribunal administratif de Strasbourg en tant qu'il n'a pas fait droit à sa demande d'injonction de délivrer la carte de résident portant la mention "résident de longue durée -UE" d'une durée de 10 ans prévue par l'article L. 426-17 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

10) N° 2500920

RAPPORTEUR : M. DURUP DE BALEINE

Demandeur	PREFECTURE DE LA REGION GRAND EST	
Défendeur	M. X	Me AIRIAU

Le PREFET DU BAS-RHIN demande à la cour d'annuler le jugement n° 2501221 du 13 mars 2025 par lequel le magistrat désigné par le président du tribunal administratif de Strasbourg a annulé son arrêté du 7 février 2025 par lequel il a obligé M. X à quitter le territoire français, a fixé le pays de destination, lui a interdit le retour sur le territoire pendant un an et l'a assigné à résidence dans le département du Bas-Rhin pendant quarante-cinq jours.

11) N° 2500078

RAPPORTEUR : M. BARLERIN

Demandeur	M. X	Me AIRIAU
Défendeur	PREFECTURE DE LA REGION GRAND EST	

M. X demande à la cour d'annuler le jugement n°2405959 du 12 décembre 2024 du tribunal administratif de Strasbourg qui rejette sa demande tendant à l'annulation des décisions du 5 août 2024 par lesquelles la préfète du Bas-Rhin lui a refusé la délivrance d'un titre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français dans un délai de trente jours et a fixé le pays de destination.

12) N° 2500297

RAPPORTEUR : M. BARLERIN

Demandeur	M. X	GEHIN - GERARDIN
Défendeur	PREFECTURE DES VOSGES	

M. X demande à la cour d'annuler le jugement n° 2402074 du 19 novembre 2024 du tribunal administratif de Nancy qui a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 2 mai 2024 par lequel la préfète des Vosges a refusé de lui délivrer un titre de séjour et l'a obligé à quitter le territoire français dans un délai de trente jours à destination du pays dont il a la nationalité.

13) N° 2500183

RAPPORTEUR : M. BARLERIN

Demandeur	M. X	Me JEANNOT
Défendeur	PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	

M. X demande à la cour d'annuler le jugement n° 2401762 par lequel le tribunal administratif de Nancy a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision du 28 mai 2024 par laquelle la préfète de Meurthe-et-Moselle a refusé de lui délivrer un titre de séjour.

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme BOURGUET

14) N° 2500662

RAPPORTEUR : M. DURUP DE BALEINE

Demandeur PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Défendeur M. X

Me KIPFFER

La PREFETE DE MEURTHE-ET-MOSELLE demande à la cour d'annuler le jugement n° 2500182 du 20 février 2025 de la magistrate déléguée du tribunal administratif de Nancy qui a annulé son arrêté du 11 juin 2024 par lequel elle a obligé M. X à quitter le territoire français dans un délai de trente jours, a fixé le pays à destination duquel il pourra être reconduit et a prononcé à son encontre une interdiction de retour sur le territoire français d'une durée de douze mois.

15) N° 2402279

RAPPORTEUR : M. BARLERIN

Demandeur PREFECTURE DE LA HAUTE-SAONE

Défendeur Mme X

LE PREFET DE LA HAUTE-SAONE demande à la cour d'annuler le jugement n°2401351 du 30 juillet 2024 du magistrat désigné par le président du tribunal administratif de Besançon qui annule son arrêté du 16 juillet 2024 par lequel il a assigné à résidence dans ce département Mme X pendant une durée de quarante-cinq jours.

16) N° 2500176

RAPPORTEUR : M. BARLERIN

Demandeur PREFECTURE DE LA REGION GRAND EST

Défendeur M. X

Me ELSAESSER

LE PREFET DU BAS-RHIN demande à la cour d'annuler le jugement n°2408948 du 23 décembre 2024 du magistrat désigné par le président du tribunal administratif de Strasbourg qui annule son arrêté du 26 novembre 2024 par lequel il a assigné M. X à résidence.

17) N° 2402673

RAPPORTEURE : Mme PETON

Demandeur M. X

Me AIRIAU

Défendeur PREFECTURE DE LA REGION GRAND EST

M. X demande à la cour d'annuler le jugement n°2405039 du 26 septembre 2024 du magistrat désigné par le président du tribunal administratif de Strasbourg qui rejette sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 11 juillet 2024 par lequel la préfète du Bas-Rhin l'a obligé à quitter le territoire français sans délai, a fixé le pays de destination de son éloignement et lui a interdit le retour durant un an.